

**PROGRAMME
TURQUIE**

**ÉLECTIONS EN TURQUIE
LES ENJEUX DE LA VICTOIRE DE RECEP TAYYIP ERDOGAN
ET DE SA COALITION PARLEMENTAIRE**

PAR

Didier BILLION
DIRECTEUR ADJOINT A L'IRIS

27 JUIN 2018

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE



Un nouveau mandat de cinq ans s'ouvre pour Recep Tayyip Erdogan. Le président turc a remporté les élections présidentielles et législatives dès le premier tour, et maintient sa majorité parlementaire grâce à l'alliance de son Parti de la justice et du développement (AKP) avec le MHP (Parti d'action nationaliste). Cette élection est un tournant pour la démocratie turque, marquant le passage du système parlementaire à un régime présidentiel. Face aux nombreux défis et enjeux qui attendent le président turc, dont la plus préoccupante est la question kurde, se dirige-t-on vers une Turquie encore plus autoritaire ? Le point de vue de Didier Billion, directeur adjoint de l'IRIS.

Recep Tayyip Erdogan et son parti l'AKP (Parti de la justice et du développement) ont remporté les élections présidentielles et législatives dès le premier tour. Quelle analyse faites-vous de cette victoire ? Le régime autoritaire turc se renforce-t-il avec le passage du système parlementaire à un régime présidentiel ?

Tout d'abord, les résultats de cette élection ont un effet de surprise. La plupart des sondages d'opinion - même s'ils étaient à prendre avec précaution comme toujours - ne donnaient pas une victoire dès le premier tour d'Erdogan aux élections présidentielles et de sa coalition aux élections parlementaires. À la fin de la campagne, une véritable dynamique s'était en effet mise en œuvre en faveur du principal candidat de l'opposition, Muharrem Ince. Pour autant, celui-ci n'a atteint « que » 31% des voix aux élections présidentielles.

Il y a sûrement eu une sous-estimation de la base électorale d'Erdogan. Si je l'ai toujours considérée comme forte et consolidée depuis l'accession de l'AKP au gouvernement, il y a près de 16 ans, sa base sociale semblait en train de s'effriter au vu des turbulences économiques et du relatif isolement de la Turquie au niveau international. Néanmoins, si l'élection de Recep Tayyip Erdogan dès le premier tour a été possible, c'est notamment grâce à l'appui du parti politique ultra-nationaliste, le MHP (Parti d'action nationaliste) qui n'avait présenté aucun candidat. Cela confirme la place centrale du nationalisme turc pour comprendre les dynamiques de ce pays.

Autre élément, l'opposition dénonce des fraudes électorales, actuellement impossibles à mesurer. Même si tel est le cas, ce qui semble avéré, ces fraudes ne sont pour autant pas en mesure de modifier les rapports de force politiques. En effet, il y a une très grande différence entre celui qui est arrivé en première position, et qui est élu dès le premier tour, et son principal

concurrent. La consolidation de l'AKP et de son leader est un marqueur politique pour les mois et années à venir en Turquie.

Indépendamment des problématiques de fraudes évoquées précédemment, le taux de participation a été une fois de plus élevé, avec près de 90%. Cette victoire va permettre à Erdogan de mettre en application le contenu de la réforme constitutionnelle qui avait été approuvée par référendum en avril 2017, installant un régime présidentiel en Turquie. C'est un tournant dans le mode de fonctionnement de la démocratie turque, validé par les électeurs à deux reprises (référendum et élections présidentielles). On peut s'inquiéter de cette consolidation d'un régime autoritaire et centralisé, pourtant dans l'air du temps avec la multiplication des démocraties « libérales ».

Quels vont être les principaux défis du nouveau mandat de cinq ans pour le président Erdogan ?

Le premier défi est la question kurde. Celle-ci plombe l'ensemble des relations politiques en Turquie depuis de nombreuses années, s'illustrant par une opposition armée entre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et l'État turc. Cette situation s'est apaisée durant une courte période entre la fin de l'année 2012 et l'été 2015, où un processus de négociation a été mis en œuvre. Mais, depuis 1984, date du début du combat armé du PKK contre l'État, il y a toujours une préconisation par ce dernier d'une éradication militaire du Parti kurde. Pour autant, le PKK, malgré les coups sévères qu'il subit, est aujourd'hui plus puissant qu'il ne l'était à son origine. Dès lors, la stratégie de l'éradication militaire du PKK est un échec. Il est donc nécessaire de poser les cartes du jeu sur le terrain politique afin de relancer un processus de négociation entre Ankara et le PKK.

Le second défi est d'ordre économique. Au cours de ces dernières années, l'économie turque a atteint des scores de croissance très impressionnants, notamment en 2017. Pour autant, des turbulences économiques assez préoccupantes sont apparues avec une inflation à deux chiffres, ce qui rappelle de mauvais souvenirs aux citoyens turcs et, d'autre part, une sensible dépréciation de la livre turque par rapport au dollar. Ce sont des marqueurs importants d'une situation économique qui n'est pas parfaitement stabilisée. En outre, structurellement, la Turquie a besoin d'investissements directs étrangers, or au vu du contexte politico-économique assez tendu, de nombreux investisseurs étrangers hésitent à s'impliquer dans le pays.

Le troisième défi concerne le terrorisme, qui se décline de manières diverses en Turquie. Le pays se trouve dans une zone géopolitique infiniment volatile, le terrorisme y est multiforme et la Turquie est en première ligne pour affronter ce fléau déstabilisateur. Il faut non seulement que les moyens de l'État soient mis au service de cette lutte anti-terroriste, mais aussi qu'une coopération internationale se renforce avec la Turquie, à proximité de l'Irak et de la Syrie notamment, afin de rendre la Turquie pays partenaire incontournable.

Enfin, le dernier enjeu pour Erdogan est celui de la politique extérieure. Les relations avec l'Union européenne sont toujours compliquées et une partie de la campagne du président turc a eu une tonalité anti-européenne. La relation avec les États-Unis est également instable. Un des grands défis va donc être de normaliser ses relations avec nombre de pays afin que la Turquie reste un acteur incontestable et incontournable des relations internationales et régionales.

Le Parti démocratique des peuples (HDP), pro-kurde, a dépassé le barrage électoral des 10% et va être une nouvelle fois présent au Parlement. Cette victoire du parti pourrait-elle contrecarrer l'action du président Erdogan et faire évoluer la question kurde ?

Évidemment, le résultat du HDP et sa capacité à maintenir sa représentation parlementaire étaient un des enjeux de ce scrutin législatif. Le HDP a réussi le pari avec 11,62% des suffrages exprimés, ce qui lui permet d'avoir 68 parlementaires et d'être un parti bien enraciné dans le paysage turc. Cela malgré le fait que son responsable Selahattin Demirtas – candidat à la présidentielle - est en prison depuis une vingtaine de mois en attente d'un procès, et qu'une partie de la direction du parti subit des attaques systématiques de la part du gouvernement turc.

Pour autant, les résultats du scrutin pour le HDP vont-ils permettre de modifier la situation ? Si le président Erdogan persiste à considérer que ce parti n'est que le « paravent » du PKK, et qu'il ne souhaite aucunement dialoguer avec le HDP, le souhaitable processus de négociation restera lettre morte. La capacité du HDP de se faire entendre librement au Parlement et dans la société en tant que parti légal est le principal enjeu afin de tenter de mettre en place des négociations politiques ayant pour objectif de trouver une solution durable à la question kurde. Cela ne peut se faire qu'avec un interlocuteur qui est en l'occurrence le HDP et ses représentants légitimes, peut-être seule bonne nouvelle de ce scrutin. ■

ÉLECTIONS EN TURQUIE LES ENJEUX DE LA VICTOIRE DE RECEP TAYYIP ERDOGAN ET DE SA COALITION PARLEMENTAIRE

PAR

Didier BILLION / Directeur adjoint de l'IRIS

27 juin 2018

OBSERVATOIRE DE LA TURQUIE ET DE SON ENVIRONNEMENT GÉOPOLITIQUE

Sous la direction de Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS
dbillion@iris-france.org

Un observatoire du

PROGRAMME TURQUIE

Sous la direction de Didier BILLION, directeur adjoint de l'IRIS
dbillion@iris-france.org

© IRIS

TOUS DROITS RÉSERVÉS

INSTITUT DE RELATIONS INTERNATIONALES ET STRATÉGIQUES

2 bis rue Mercœur

75011 PARIS / France

T. + 33 (0) 1 53 27 60 60

F. + 33 (0) 1 53 27 60 70

contact@iris-france.org

@InstitutIRIS

www.iris-france.org